No. 1 23 Septembre / 23 September / 23. September 1949

JOURNAL OFFICIEL

DE LA HAUTE COMMISSION ALLIÉE EN ALLEMAGNE

Direction et Rédaction :
Journal Officiel de la Haute Commission Alliée en Allemagne
Bonn-Petersberg, Siège de la Haute Commission.

Abonnements et Services de Vente :
Journal Officiel de la Haute Commission Alliée en Allemagne
65, Lichtentalerstrasse, Baden-Baden.

OFFICIAL GAZETTE

OF THE ALLIED HIGH COMMISSION FOR GERMANY

Managing and Editorial Offices :
Official Gazette of the Allied High Commission for Germany
Bonn-Petersberg — Seat of the High Commission

Subscriptions and Sales Office :
Official Gazette of the Allied High Commission for Germany
65, Lichtentalerstrasse, Baden-Baden.

AMTSBLATT

DER HOHEN ALLIIERTEN KOMMISSION IN DEUTSCHLAND

Direktion und Redaktion :
Amtsblatt der Hohen Alliierten Kommission für Deutschland
Bonn-Petersberg, Sitz der Hohen Kommission.

Abonnements und Verkaufsstelle :
Amtsblatt der Hohen Alliierten Kommission für Deutschland
Baden-Baden, Lichtentalerstraße 65.

PRIX — PRICE — PREIS : 0,50 DM.

SOMMAIRE

CONTENTS

INHALT

Les textes anglais et français seuls font foi; le texte allemand n'ayant qu'un caractère d'information.
The English and French texts shall be the official texts; the German text is published only for information.
Nur die französischen und englischen Texte sind amtlich; die deutsche Übersetzung dient nur dem Zwecke der Information.

DÉCLARATION RELATIVE A L'ENTRÉE EN VIGUEUR DU STATUT D'OCCUPATION

Attendu que les Gouvernements Militaires et Commandants en Chef des Zones d'Occupation française, américaine et britannique d'Allemagne ont, le 12 Mai 1949, porté à la connaissance du Président du Conseil Parlementaire de Bonn que le Statut d'Occupation était promulgué à la date de ce jour, que „le Gouvernement de la République Fédérale Allemande sera établi au jour où les Corps Législatifs prévus par la Loi Fondamentale auront été mis en place et où le Président, le Chancelier et les Ministres Fédéraux auront été désignés et élus en application des dispositions de la Loi Fondamentale" et que „le Statut d'Occupation entrera alors en vigueur".

Attendu que les conditions ci-dessus précisées ont été remplies et qu'il convient, dès lors, de déclarer officiellement l'entrée en vigueur du Statut d'Occupation,

Le Conseil de la Haute-Commission Alliée déclare, en conséquence, que le Statut d'Occupation entre en vigueur le 21 Septembre 1949.

Fait à BONN (Petersberg), le 21 Septembre 1949

A. FRANÇOIS-PONCET
Haut-Commissaire
de la
République Française
en Allemagne.

John J McCLOY
Haut-Commissaire
des
Etats-Unis d'Amérique
en Allemagne.

B. H. ROBERTSON
Haut-Commissaire
du
Royaume-Uni de Grande
Bretagne en Allemagne.

DECLARATION CONCERNING THE ENTRY INTO FORCE OF THE OCCUPATION STATUTE.

WHEREAS by letter dated 12 May 1949 the Military Governors and Commanders-in-Chief of the French, United States and British Zones of Germany, respectively informed the President of the Parliamentary Council at Bonn that the Occupation Statute had been promulgated by them as of that date, and that, "upon the convening of the legislative bodies provided for in the Basic Law and upon the election of the President and the election and appointment of the Chancellor and the Federal Ministers, respectively, in the manner provided for in the Basic Law, the Government of the Federal Republic of Germany will then be established and the Occupation Statute shall thereupon enter into force"; and

WHEREAS the conditions aforesaid have been satisfied; and it is expedient formally to declare the entry into force of the Occupation Statute;

NOW, THEREFORE, the Council of the Allied High Commission hereby declares that the Occupation Statute entered into force as from 21 September 1949.

Done at
BONN, Petersberg, on 21 September 1949.

A. FRANÇOIS-PONCET
French High Commissioner
for Germany

John J. McCLOY
U. S. High Commissioner
for Germany.

B. H. ROBERTSON
U. K. High Commissioner
for Germany.

Erklärung über das Inkrafttreten des Besatzungsstatuts.

In Anbetracht dessen, daß unter dem Datum des 12. Mai 1949 die Militärgouverneure und Oberbefehlshaber der französischen, amerikanischen und britischen Zonen Deutschlands dem Präsidenten des Bonner Parlamentarrates brieflich mitgeteilt haben, daß das Besatzungsstatut von ihnen an dem genannten Datum verkündet worden ist, und daß „mit der Einberufung der im Grundgesetz vorgesehenen gesetzgebenden Körperschaften und mit der Wahl des Präsidenten und der Wahl und Ernennung des Kanzlers und der Bundesminister, wie vorgesehen im Grundgesetz, die Regierung der Bundesrepublik Deutschland errichtet worden ist, und daß das Besatzungsstatut danach in Kraft treten wird";

Da die vorhergenannten Bedingungen erfüllt worden sind, und da es jetzt angebracht ist, das Inkrafttreten des Besatzungsstatuts offiziell zu verfügen,

erklärt der Rat der Alliierten Hohen Kommission hiermit, daß das Besatzungsstatut am 21. September 1949 in Kraft tritt.

Ausgefertigt in
BONN (Petersberg), den 21. September 1949.

A. FRANÇOIS-PONCET
Hoher Kommissar der Französischen
Republik für Deutschland

John J. McCLOY
Hoher Kommissar der Vereinigten Staaten
für Deutschland

B. H. ROBERTSON
Hoher Kommissar des Vereinigten Königreichs von Großbritannien für Deutschland

LOI No 1

Journal Officiel de la Haute-Commission Alliée.

LA HAUTE COMMISSION ALLIÉE ÉDICTE CE QUI SUIT:

Article 1

Les textes législatifs et réglementaires émanant de la Haute-Commission Alliée seront publiés au Journal Officiel de la Haute-Commission Alliée.

Article 2

Toute personne se trouvant sur le territoire fédéral est présumée avoir pris connaissance des textes publiés au Journal Officiel de la Haute-Commission Alliée.

Article 3

Les langues française et anglaise sont les langues officielles de la Haute-Commission Alliée. Les versions en langue française et en langue anglaise des textes législatifs et

LAW No 1

OFFICIAL GAZETTE OF THE ALLIED HIGH COMMISSION.

THE COUNCIL OF THE ALLIED HIGH COMMISSION ENACTS AS FOLLOWS:

Article 1

All legislation enacted by or under the authority of the Allied High Commission shall be published in the Official Gazette of the Allied High Commission.

Article 2

All persons in the federal territory shall be deemed to have notice of the texts published in the Official Gazette of the Allied High Commission.

Article 3

The English and French languages shall be the official languages of the Allied High Commission. The English and French texts

Gesetz Nr. 1

Amtsblatt der Alliierten Hohen Kommission.

Die Alliierte Hohe Kommission erläßt folgendes Gesetz:

Artikel 1

Die gesamte Gesetzgebung der Alliierten Hohen Kommission wird im Amtsblatt der Alliierten Hohen Kommission veröffentlicht.

Artikel 2

Es wird vermutet, daß jeder, der sich im Bundesgebiet aufhält, Kenntnis von den Veröffentlichungen im Amtsblatt der Alliierten Hohen Kommission hat.

Artikel 3

Die Amtssprachen der Alliierten Hohen Kommission sind französisch und englisch. Der französische und englische Text der Gesetzgebung der Alliierten Hohen Kommis-

Annexe

Texte du Statut d'Occupation promulgué le 12 Mai 1949 par les Gouverneurs Militaires et Commandants en Chef des Zones occidentales.

STATUT D'OCCUPATION

Dans l'exercice de l'autorité suprême qui est conservée par les Gouvernements de la France, du Royaume-Uni et des Etats-Unis,

Nous, Général Pierre KOENIG, Gouverneur Militaire, Commandant en Chef de la Zone Française d'Occupation en Allemagne,

Général Lucius D. CLAY, Gouverneur Militaire, Commandant en Chef de la Zone Américaine d'Occupation en Allemagne,

Général Sir Brian Hubert ROBERTSON, Gouverneur Militaire, Commandant en Chef de la Zone Britannique d'Occupation en Allemagne,

proclamons conjointement par les présents le Statut d'Occupation ci-après :

1. — Au cours de la période pendant laquelle il sera nécessaire de poursuivre l'occupation, le voeu comme l'intention des Gouvernements français, britannique et américain est que le peuple allemand puisse se gouverner lui-même au degré maximum compatible avec une telle occupation. L'Etat Fédéral et les Länder participants détiendront, sous les seules réserves prévues par le présent instrument, les pleins pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire en conformité avec la Loi Fondamentale et avec leurs constitutions respectives.

2. — En vue d'assurer la mise en oeuvre des objectifs fondamentaux de l'occupation, les pouvoirs sont spécifiquement réservés dans les domaines suivants, y compris le droit de requérir et de vérifier les informations et statistiques nécessaires aux autorités d'occupation :

a) le désarmement et la démilitarisation, y compris les domaines connexes en matière de recherche scientifique, les prohibitions et les limitations portant sur l'industrie et l'aviation civile ;

b) le contrôle concernant la Ruhr, les restitutions, les réparations, la décartellisation, la déconcentration, la non discrimination en matière commerciale, les intérêts étrangers en Allemagne et les créances sur l'Allemagne ;

c) les affaires étrangères, y compris les accords internationaux conclus par ou au nom de l'Allemagne ;

d) les personnes déplacées, l'admission des réfugiés ;

e) la protection, le prestige et la sécurité des forces alliées, de leurs familles, des personnes à leur service et de leurs représentants, leurs immunités ainsi que la couverture des frais d'occupation et la satisfaction de leurs autres besoins;

f) le respect de la Loi Fondamentale et des constitutions des Etats;

g) le contrôle sur le commerce extérieur et les changes ;

h) le contrôle sur l'administration intérieure, seulement dans la mesure nécessaire pour assurer l'utilisation des fonds, du ravitaillement et des autres appro-

APPENDIX

Text of Occupation Statute promulgated on the 12th May 1949 by the Military Governors and Commanders in Chief of the Western Zones.

THE OCCUPATION STATUTE

In the exercise of the supreme authority which is retained by the Governments of France, the United States and the United Kingdom,

We, General Pierre Koenig, Military Governor and Commander-in-Chief of the French Zone of Germany,

General Lucius D. Clay, Military Governor and Commander-in-Chief of the United States Zone of Germany, and

General Sir Brian Hubert Robertson, Military Governor and Commander-in-Chief of the British Zone of Germany,

Do hereby jointly proclaim the following Occupation Statute :

1. During the period in which it is necessary that the occupation continue, the Governments of France, the United States and the United Kingdom desire and intend that the German people shall enjoy self-government to the maximum possible degree consistent with such occupation. The Federal State and the participating Länder shall have, subject only to the limitations in this Instrument, full legislative, executive and judicial powers in accordance with the Basic Law and with their respective constitutions.

2. In order to ensure the accomplishment of the basic purposes of the occupation, powers in the following fields are specifically reserved, including the right to request and verify information and statistics needed by the occupation authorities :

a) disarmament and demilitarisation, including related fields of scientific research, prohibitions and restrictions on industry, and civil aviation ;

b) controls in regard to the Ruhr, restitution, reparations, decartelisation, deconcentration, non-discrimination in trade matters, foreign interests in Germany and claims against Germany ;

c) foreign affairs, including international agreements made by or on behalf of Germany ;

d) displaced persons and the admission of refugees ;

e) protection, prestige, and security of Allied forces, dependents, employees and representatives, their immunities and satisfaction of occupation costs and their other requirements ;

f) respect for the Basic Law and the Land constitutions ;

g) control over foreign trade and exchange ;

h) control over internal action, only to the minimum extent necessary to ensure use of funds, food and other supplies in such manner as to reduce

Anlage:

Amtlicher Wortlaut des Besatzungsstatuts, veröffentlicht am 12. Mai 1949 durch die Militärgouverneure und Oberbefehlshaber der Westzonen.

BESATZUNGSSTATUT.

In Ausübung der von den Regierungen Frankreichs, der Vereinigten Staaten und des Vereinigten Königreiches beibehaltenen obersten Gewalt,

verkünden wir, General Pierre Koenig, Militärgouverneur und Oberbefehlshaber der französischen Zone Deutschlands ,

General Lucius D. Clay, Militärgouverneur und Oberbefehshaber der amerikanischen Zone Deutschlands, und

General Sir Brian Hubert Robertson, Militärgouverneur und Oberbefehlshaber der britischen Zone Deutschlands, hiermit gemeinsam das Besatzungsstatut:

1. Die Regierungen Frankreichs, der Vereinigten Staaten und des Vereinigten Königreichs wünschen und beabsichtigen, daß sich das deutsche Volk in dem Zeitraum, während dessen das Fortdauern der Besatzung notwendig ist, im größtmöglichsten Maße selbst regiert, soweit dies mit der Besatzung vereinbar ist. Der Bund und die beteiligten Länder haben, lediglich den Beschränkungen dieses Statuts unterworfen, volle gesetzgebende, vollziehende und rechtsprechende Gewalt gemäß dem Grundgesetz und den Länderverfassungen.

2. Um die Erreichung der Grundziele der Besatzung sicherzustellen, wird die Zuständigkeit für die folgenden Gebiete, einschließlich des Rechts, von den Besatzungsbehörden benötigte Auskünfte und statistische Angaben anzufordern und deren Richtigkeit zu prüfen, ausdrücklich vorbehalten:

a) die Entwaffnung und Entmilitarisierung einschließlich der damit in Beziehung stehenden Gebiete der wissenschaftlichen Forschung, Verbote und Beschränkungen der Industrie und die Zivilluftfahrt,

b) die Kontrolle über die Ruhr, die Restitutionen, Reparationen, Dekartellisierung, Dezentralisation, Ausschluß von Diskriminierungen in Handelsangelegenheiten, die ausländischen Interessen in Deutschland und die Ansprüche gegen Deutschland,

c) auswärtige Angelegenheiten einschließlich der von Deutschland oder in seinem Namen getroffenen internationalen Abkommen,

d) verschleppte Personen und die Aufnahme von Flüchtlingen,

e) der Schutz, das Prestige und die Sicherheit der Alliierten Streitkräfte, Familienangehörigen, Angestellten und Vertreter, ihre Immunitäten und das Aufkommen für die Besatzungskosten und für ihre anderen Anforderungen,

f) die Beachtung des Grundgesetzes und der Länderverfassungen,

g) die Überwachung des Außenhandels und der Devisenwirtschaft,

h) die Überwachung innerer Maßnahmen, aber nur in dem Umfang, der erforderlich ist, um die Verwendung von Geldmitteln, Lebensmitteln und sonstigen

visionnements dans des conditions permettant de réduire au minimum les besoins d'une aide extérieure pour l'Allemagne;

i) le contrôle du régime et des conditions de détention appliqués dans les prisons allemandes aux personnes déférées aux Cours et Tribunaux des Puissances occupantes ou des autorités d'occupation, ou condamnées par eux; le contrôle de l'exécution des condamnations prononcées contre ces personnes; le contrôle sur toutes les questions relatives à leur amnistie, à leur grâce et à leur mise en liberté.

3. — Le souhait et l'intention des Gouvernements français, britannique et américain sont que les autorités d'occupation n'aient pas à prendre de mesures dans des domaines autres que ceux spécifiquement réservés ci-dessus; toutefois, les autorités d'occupation se réservent le droit de reprendre, sur instruction de leurs gouvernements, en tout ou en partie, l'exercice de leur pleine autorité, si elles estiment que cela est essentiel, soit pour leur sécurité, soit pour sauvegarder une forme démocratique de gouvernement en Allemagne, soit pour s'acquitter des obligations internationales de leurs gouvernements. Avant d'y recourir, elles informeront formellement les autorités allemandes compétentes de leurs décisions et des raisons qui les motivent.

4. — Le Gouvernement Fédéral allemand et les gouvernements des États auront le pouvoir, après en avoir dûment informé les autorités d'occupation, de légiférer et d'agir dans le domaine réservé à ces autorités, sauf si les autorités d'occupation en décident autrement de manière spécifique, ou si ces mesures législatives et administratives sont en contradiction avec les décisions ou les actes des autorités d'occupation elles-mêmes.

5. — Tout amendement à la Loi Fondamentale devra être expressément approuvé par les autorités d'occupation avant d'entrer en vigueur. Les constitutions des Etats et les amendements à ces constitutions, toutes autres législations et tous accords conclus entre l'État Fédéral et les Gouvernements étrangers entreront en vigueur 21 jours après avoir été officiellement reçus par les autorités d'occupation, à moins que celles-ci les aient au préalable désapprouvés provisoirement ou définitivement. Les autorités d'occupation ne désapprouveront la législation que si, à leur avis, elle est incompatible avec la Loi Fondamentale, la constitution d'un État, la législation ou toutes autres directives des autorités d'occupation elles-mêmes ou les clauses du présent instrument, ou si cette législation constitue une grave menace aux objectifs fondamentaux de l'occupation.

6. — Sous la seule réserve des exigences de leur sécurité, les autorités d'occupation garantissent le respect par tous les organismes d'occupation du droit de chacun à être protégé contre toute arrestation, perquisition ou saisie arbitraire; à être représenté par un avocat; à être admis au bénéfice de la liberté provisoire sous caution, lorsque les circonstances le justifient; à communiquer avec sa famille et à être jugé impartialement et promptement.

7. — La législation des autorités d'occupation, promulguée avant la date d'entrée en vigueur de la Loi Fondamentale demeurera en vigueur jusqu'à ce qu'elle soit

to a minimum the need for external assistance to Germany;

l) control of the care and treatment in German prisons of persons charged before or sentenced by the courts or tribunals of the occupying Powers or occupation authorities; over the carrying out of sentences imposed on them; and over questions of amnesty, pardon or release in relation to them.

3. It is the hope and expectation of the Governments of France, the United States and the United Kingdom that the occupation authorities will not have occasion to take action in fields other than those specifically reserved above. The occupation authorities, however, reserve the right, acting under instructions of their Governments, to resume, in whole or in part, the exercise of full authority if they consider that to do so is essential to security or to preserve democratic government in Germany or in pursuance of the international obligations of their Governments. Before so doing they will formally advise the appropriate German authorities of their decision and of the reasons therefor.

4. The German Federal Government and the Governments of the Länder shall have the power, after due notification to the occupation authorities, to legislate and act in the fields reserved to these authorities, except as the occupation authorities otherwise specifically direct or as such legislation or action would be inconsistent with decisions or actions taken by the occupation authorities themselves.

5. Any amendment of the Basic Law will require the express approval of the occupation authorities before becoming effective. Land constitutions, amendments thereof, all other legislation, and any agreements made between the Federal State and foreign Governments, will become effective 21 days after its official receipt by the occupation authorities unless previously disapproved by them, provisionally or finally. The occupation authorities will not disapprove legislation unless in their opinion it is inconsistent with the Basic Law, a Land constitution, legislation or other directives of the occupation authorities themselves or the provisions of this Instrument, or unless it constitutes a grave threat to the basic purposes of the occupation.

6. Subject only to the requirements of their security, the occupation authorities guarantee that all agencies of the occupation will respect the civil rights of every person to be protected against arbitrary arrest, search or seizure; to be represented by counsel; to be admitted to bail as circumstances warrant; to communicate with relatives; and to have a fair and prompt trial.

Bedarfsgütern in der Weise sicherzustellen, daß Deutschlands Bedarf an ausländischer Unterstützung auf ein Mindestmaß herabgesetzt wird,

i) die Überwachung der Versorgung und Behandlung in deutschen Strafanstalten von Personen, die vor Gerichten oder Tribunalen der Besatzungsmächte oder Besatzungsbehörden angeklagt oder von ihnen verurteilt worden sind; die Überwachung der Vollstreckung von Strafurteilen gegen solche Personen und in Angelegenheiten ihrer Amnestierung, Begnadigung und Freilassung.

3. Es ist die Hoffnung und Erwartung der Regierungen Frankreichs, der Vereinigten Staaten und des Vereinigten Königreichs, daß die Besatzungsbehörden keinen Anlaß haben werden, auf anderen als den oben ausdrücklich vorbehaltenen Gebieten Maßnahmen zu ergreifen. Die Besatzungsbehörden behalten sich jedoch das Recht vor, entsprechend den Weisungen ihrer Regierungen die Ausübung der vollen Gewalt ganz oder teilweise wieder zu übernehmen, wenn sie dies für unerläßlich erachten für die Sicherheit oder zur Aufrechterhaltung der demokratischen Ordnung in Deutschland, oder um den internationalen Verpflichtungen ihrer Regierungen nachzukommen. Zuvor werden sie die zuständigen deutschen Behörden von ihrer Entscheidung und den dazu führenden Gründen förmlich in Kenntnis setzen.

4. Die Bundesrepublik Deutschland und die Länder haben die Befugnis, nach ordnungsmäßiger Mitteilung an die Besatzungsbehörden auch auf den diesen Behörden vorbehaltenen Gesetze zu erlassen und Maßnahmen zu ergreifen, es sei denn, daß die Besatzungsbehörden ausdrücklich anders bestimmen oder daß solche Gesetze oder Maßnahmen mit den Besatzungsbehörden selbst getroffenen Entscheidungen oder Maßnahmen unvereinbar sind.

5. Jede Änderung des Grundgesetzes bedarf vor ihrem Inkrafttreten der ausdrücklichen Genehmigung der Besatzungsbehörden. Länderverfassungen, Änderungen dieser Verfassungen, alle sonstige Gesetzgebung und alle Abkommen zwischen dem Bund und ausländischen Regierungen treten 21 Tage nach ihrem amtlichen Eingang bei den Besatzungsbehörden in Kraft, es sei denn, daß diese sie vorher vorläufig oder endgültig ablehnen. Die Besatzungsbehörden werden gesetzgeberische Maßnahmen nicht ablehnen, es sei denn, daß sie ihrer Ansicht nach mit dem Grundgesetz, mit einer Landesverfassung, mit der Gesetzgebung oder den sonstigen Direktiven der Besatzungsbehörden oder mit Bestimmungen dieses Statuts unvereinbar sind, oder daß diese Maßnahmen die Grundziele der Besatzung ernstlich gefährden.

6. Unter dem ausschließlichen Vorbehalt der Gewährleistung ihrer Sicherheiten ga-

abrogée ou amendée par les autorités d'occupation, conformément aux dispositions suivantes :

a) la législation incompatible avec ce qui précède sera abrogée ou amendée, afin de s'harmoniser avec les présentes dispositions;

b) la législation fondée sur les pouvoirs réservés décrits au paragraphe 2 ci-dessus sera codifiée;

c) la législation non visée aux alinéas a) et b) sera abrogée par les autorités d'occupation sur la requête des autorités allemandes compétentes.

8. — Toute mesure sera considérée comme une mesure des autorités d'occupation en vertu des pouvoirs réservés par les présentes dispositions, et appliquée comme telle aux termes du présent instrument, lorsqu'elle sera prise et se justifiera en quelque manière que ce soit par un accord passé entre elles. Les autorités d'occupation peuvent, à leur discrétion, mettre en oeuvre leurs décisions, soit directement, soit par des instructions données aux autorités allemandes compétentes.

9. — A l'expiration d'un délai de 12 mois, et en tout cas dans les 18 mois qui suivront la date de mise en application du présent instrument, les Puissances occupantes entreprendront une révision de ses dispositions à la lumière de l'expérience résultant de son fonctionnement et en vue d'étendre la compétence des autorités allemandes dans les domaines législatif, exécutif et judiciaire.

7. Legislation of the occupation authorities enacted before the effective date of the Basic Law shall remain in force until repealed or amended by the occupation authorities in accordance with the following provisions: —

a) legislation inconsistent with the foregoing will be repealed or amended to make it consistent herewith;

b) legislation based upon the reserved powers, referred to in paragraph 2 above will be codified.

c) legislation not referred to in a) and b) will be repealed by the occupation authorities on request from appropriate German authorities.

8. Any action shall be deemed to be the act of the occupation authorities under the powers herein reserved, and effective as such under this Instrument, when taken or evidenced in any manner provided by any agreement between them. The occupation authorities may in their discretion effectuate their decisions either directly or through instructions to the appropriate German authorities.

9. After 12 months and in any event within 18 months of the effective date of this Instrument the occupying Powers will undertake a review of its provisions in the light of experience with its operation and with a view to extending the jurisdiction of the German authorities in the legislative, executive and judicial fields.

rantieren die Besatzungsbehörden die Beachtung durch alle Besatzungsstellen der Rechte des Bürgers auf Schutz gegen willkürliche Verhaftung, Durchsuchung oder Beschlagnahme; auf Vertretung durch einen Anwalt; auf Freilassung gegen Sicherheitsleistung, soweit es die Umstände rechtfertigen; auf die Möglichkeit, mit den Angehörigen in Verbindung zu bleiben und auf ein gerechtes und baldiges Verfahren

7. Vor dem Inkrafttreten des Grundgesetzes erlassene gesetzgeberische Maßnahmen der Besatzungsbehörden bleiben bis zu ihrer Aufhebung oder Änderung durch die Besatzungsbehörden nach Maßgabe der folgenden Bestimmungen in Kraft:

a) Gesetzgebung, die mit dem Vorausgehenden nicht übereinstimmt, wird aufgehoben oder so abgeändert werden, daß sie mit ihm übereinstimmt,

b) Gesetzgebung, die auf den oben in Absatz 2 aufgeführten Befugnissen beruht, wird kodifiziert werden,

c) Gesetzgebung, die nicht unter a) oder b) fällt, wird von den Besatzungsbehörden auf Ersuchen der zuständigen deutschen Behörden aufgehoben werden.

8. Jede Maßnahme der Besatzungsbehörden soll als im Rahmen der hierin vorbehaltenen Befugnisse liegend angesehen und als solche gemäß diesem Statut wirksam werden, wenn sie auf Grund einer Vereinbarung zwischen ihnen getroffen worden ist oder offensichtlich in irgendeiner Weise darauf beruht.

No. 3 — 3 November / 3 Novembre / 3. November 1949

OFFICIAL GAZETTE

OF THE ALLIED HIGH COMMISSION FOR GERMANY

Managing and Editorial Offices:
Official Gazette of the Allied High Commission for Germany
Bonn-Petersberg — Seat of the High Commission

Subscriptions and Sales Office:
Official Gazette of the Allied High Commission for Germany
65, Lichtentalerstrasse, Baden-Baden.

JOURNAL OFFICIEL

DE LA HAUTE COMMISSION ALLIÉE EN ALLEMAGNE

Direction et Rédaction:
Journal Officiel de la Haute Commission Alliée en Allemagne
Bonn-Petersberg, Siège de la Haute Commission.

Abonnements et Services de Vente:
Journal Officiel de la Haute Commission Alliée en Allemagne
65, Lichtentalerstrasse, Baden-Baden.

AMTSBLATT

DER HOHEN ALLIIERTEN KOMMISSION IN DEUTSCHLAND

Direktion und Redaktion:
Amtsblatt der Hohen Alliierten Kommission für Deutschland
Bonn-Petersberg, Sitz der Hohen Kommission.

Abonnements und Verkaufsstelle:
Amtsblatt der Hohen Alliierten Kommission für Deutschland
Baden-Baden, Lichtentalerstraße 65.

PRICE — PRIX — PREIS : 0.50 DM.

CONTENTS

SOMMAIRE

INHALT

The English and French texts shall be the official texts; the German text is published only for information.

Les textes anglais et français seuls font foi; le texte allemand n'ayant qu'un caractère d'information.

Nur die französischen und englischen Texte sind amtlich; die deutsche Ubersetzung dient nur dem Zwecke der Information.

British Military Government Ordinance No. 180
Expulsion

However, orders of expulsion or deportation made under the legislation so repealed shall remain in full force and effect.

Done at
BONN, Petersberg, on 27 October, 1949.

John J. McCLOY
U. S. High Commissioner
for Germany

CHRISTOPHER STEEL
for B. H. ROBERTSON
U. K. High Commissioner
for Germany

A. FRANÇOIS-PONCET
French High Commissioner
for Germany

— l'ordonnance du Gouvernement Militaire Britannique No 180 sur l'expulsion.

Toutefois, les ordres d'expulsion ou de refoulement émis en application des textes ainsi abrogés gardent tous leurs effets.

Fait à
BONN (Petersberg), le 27 Octobre 1949.

John J. McCLOY
Haut-Commissaire des Etats-Unis d'Amérique
en Allemagne

CHRISTOPHER STEEL
pour B. H. ROBERTSON
Haut-Commissaire du Royaume-Uni de
Grande Bretagne en Allemagne

A. FRANÇOIS-PONCET
Haut-Commissaire de la République
Française en Allemagne

Verordnung Nr. 64 der britischen Militärregierung betreffend Ausweisung

Verordnung Nr. 180 der britischen Militärregierung betreffend Ausweisung

Auf Grund der hiermit aufgehobenen Rechtsvorschriften erlassene Ausweisungs- oder Abschiebungsverfügungen behalten jedoch volle Wirksamkeit.

Ausgefertigt in
BONN, Petersberg, den 27. Oktober 1949.

John J. McCLOY
Hoher Kommissar der Vereinigten Staaten
für Deutschland

CHRISTOPHER STEEL
für B. H. ROBERTSON
Hoher Kommissar des Vereinigten Königreichs von Großbritannien für Deutschland

A. FRANÇOIS-PONCET
Hoher Kommissar der Französischen
Republik für Deutschland

DECISION No. 3
of the Allied High Commission
dated 27 October 1949

EXPULSION OF UNDESIRABLE PERSONS

The Council of the Allied High Commission hereby designates its General Committee as the authority for the purposes of Article I of Law No. 10, "Expulsion of Undesirable Persons"; provided, however, that a High Commissioner may order the expulsion from the territory of the Federal Republic of any non-German national present in his Zone who is a national of the Power by which that High Commissioner was designated.

DÉCISION No 3
de la Haute Commission Alliée
en date du 27 Octobre 1949

EXPULSION DES PERSONNES INDÉSIRABLES

Le Conseil de la Haute Commission Alliée désigne le Comité des Affaires Générales comme l'Autorité chargée de l'application de l'Article 1 de la Loi No 10 "Expulsion des Personnes Indésirables" sous réserve qu'un Haut Commissaire peut ordonner l'expulsion du territoire de la République Fédérale de tout individu non-Allemand qui se trouve dans sa Zone et qui est ressortissant de la puissance par laquelle ce Haut Commissaire a été désigné.

Entscheidung Nr. 3
der Hohen Alliierten Kommission
vom 27. Oktober 1949

AUSWEISUNG UNERWÜNSCHTER PERSONEN

Der Rat der Alliierten Hohen Kommission bestimmt hiermit seinen Allgemeinen Ausschuß als die in Artikel 1 des Gesetzes Nr. 10 betreffend Ausweisung unerwünschter Personen vorgesehene Behörde, jedoch mit der Maßgabe, daß ein Hoher Kommissar die Ausweisung eines jeden sich in seiner Zone befindlichen Nichtdeutschen verfügen kann, der ein Angehöriger des Staates ist, von dem der Hohe Kommissar eingesetzt worden ist.

CORRIGENDA

in the English text of issue No 1 of the Official Gazette.

(1) page 5,
Law No. 3, Article 5, line 5
reads: "Force, the Commanding General the Ar-"
should read: "Force, the Commanding General, the Ar-"

(2) page 6,
Law No. 4, Article 2, line 2
reads: "21st 1949"
should read: "21st September 1949."

Rectificatifs

à apporter aux textes français du No 1 du Journal Officiel.

1) page 2,
Déclaration relative à l'entrée en vigueur du Statut d'Occupation, première ligne:
au lieu de:
„Attendu que les Gouvernements Militaires"
lire:
„Attendu que les Gouverneurs Militaires"

2) page 6,
Loi No. 4, article 1, paragraphe 3,
au lieu de:
„2. les articles 2,3 et 4 de la proclamation du Gouvernement Militaire américain No. 4."
lire:
„2. les articles 2, 3 et 4 de la proclamation du Gouvernement Militaire américain No. 2 et la proclamation du Gouvernement Militare américain No. 4."

3) page 7,
Loi No. 5, article 11, e), cinquième ligne,
au lieu de:
"de films et de studios cinématographiques ainsi que la production ou la présentation de films et de spectacles, sous quelque"
lire:
„de films et de spectacles, sous quelque"

Berichtigungen der deutschen Übersetzungen in Nr. 1 des „Amtsblattes"

— Erklärung über das Inkrafttreten des Besatzungsstatuts.

1. **Seite 2, Zeile 6:** Statt „Parlamentarrates" lies „Parlamentarischen Rates".
2. **Seite 2, Zeile 17:** Hinter „treten wird;" ist „und" einzufügen.
3. **Seite 2, Zeile 18:** „Da die" ist zu streichen und dafür „In Anbetracht dessen, daß die" einzufügen.
4. **Seite 2, Zeile 19:** „Da" ist zu streichen.

— Gesetz Nr. 2

5. **Seite 4, Artikel 1, Ziffer 3b:** Statt „die Angehörigen der Besatzungsstreitkräfte" lies „die Besatzungsstreitkräfte und ihre Angehörigen".

— Gesetz Nr. 3

6. **Seite 5, Artikel 2:** Der Artikel lautet wie folgt: „Ist Gesetzgebung durch die Besatzungsbehörden abgeändert oder ersetzt worden, so wird ohne Rücksicht auf etwaige abweichende Numerierung die Bezugnahme in anderer Gesetzgebung auf Artikel, Absätze und Paragraphen des früheren Textes als Bezugnahme auf die entsprechenden Bestimmungen des neuen Textes betrachtet."

— Gesetz Nr. 4

7. **Seite 6, Artikel 1, Ziffer 8:** Statt „gemäß Artikel 8" lies „gemäß Artikel 3".

— Gesetz Nr. 5

8. **Seite 7, Artikel 1, Zeilen 6—8:**
Statt „jede von .... Maßnahme" lies „jede regierungsmäßige, politische, verwaltungsmäßige oder finanzielle Maßnahme".

9. **Seite 7, Artikel 2, Ziffer 1, Zeile 5:**
Statt „des alliierten Personals" lies „der alliierten Streitkräfte".

10. **Seite 7, Artikel 2, Ziffer 3, Zeile 10:**
Statt „von amtswegen" lies „von der erwähnten Stelle".

11. **Seite 8, Artikel 10a, Zeile 3:**
Vor „Verleih" ist einzufügen „gewerblichen".

12. **Seite 9, Artikel 11d, Zeile 2:**
Nach „Rundfunk-," ist einzufügen „Fernseh-, Drahtfunk-".

13. **Seite 9, Artikel 12, Absatz 3:**
Statt „Gesetz Nr. 191 (abgeändert) der Britischen Militärregierung" lies „Gesetz Nr. 76 . . . "

14. **Seite 9, Artikel 12, Absatz 3:**
Nach „Rundfunkwesen" ist hinzuzufügen „mit Ausnahme der Ziffern 8 und 10".

15. **Seite 9, Artikel 12, Absatz 9:**
Nach „Erzeugnissen" ist hinzuzufügen „sowie die auf Grund dieser Verordnung erlassene Vorschrift Nr. 1".

— Gesetz Nr. 6

16. **Seite 10, Artikel 1:**
Statt „Zahlungsgutscheinen der Besatzungsangehörigen" lies „Besatzungsgutscheinen".

— **Besatzungsstatut**

17. **Seite 13, Zeile 2:**
Statt „Amtlicher Wortlaut des Besatzungsstatuts" lies „Wortlaut des Besatzungsstatuts".

18. **Seite 13, Absatz 4:**
Lies: „General Sir Brian Hubert Robertson . . . . das folgende Besatzungsstatut".

19. **Seite 14, Ziffer 4, Zeile 5:**
Nach „vorbehaltenen" ist einzufügen „Gebieten".

20. **Seite 14, Ziffer 4, Zeile 9:**
Statt „mit den Besatzungsbehörden" ist zu lesen „mit den von den Besatzungsbehörden".

21. **Seite 15, Ziffer 8:**
Nach „beruht" ist als zweiter Satz einzufügen: „Die Besatzungsbehörden können nach ihrem Ermessen ihre Beschlüsse entweder unmittelbar oder durch Anweisungen an die zuständigen deutschen Behörden zur Ausführung bringen".

22. **Seite 15:**
Als Ziffer 9 ist hinzuzufügen: „Nach 12 Monaten, mindestens aber innerhalb von 18 Monaten nach Inkrafttreten dieses Statuts werden die Besatzungsmächte eine Überprüfung seiner Bestimmungen vornehmen unter Berücksichtigung der bei seiner Anwendung gemachten Erfahrungen und mit dem Ziele, die Zuständigkeit der deutschen Behörden auf den Gebieten der Gesetzgebung, Verwaltung und Rechtssprechung zu erweitern".

Certified true copy
General Secretary of the Allied High Commission for Germany
signed: L. HANDLEY-DERRY

Pour copie conforme,
le Secrétaire Général de la Haute Commission Alliée en Allemagne
signé: L. HANDLEY-DERRY

Obige Abschrift beglaubigt:
Generalsekretär der Alliierten Hohen Kommission in Deutschland
gezeichnet: L. HANDLEY-DERRY